

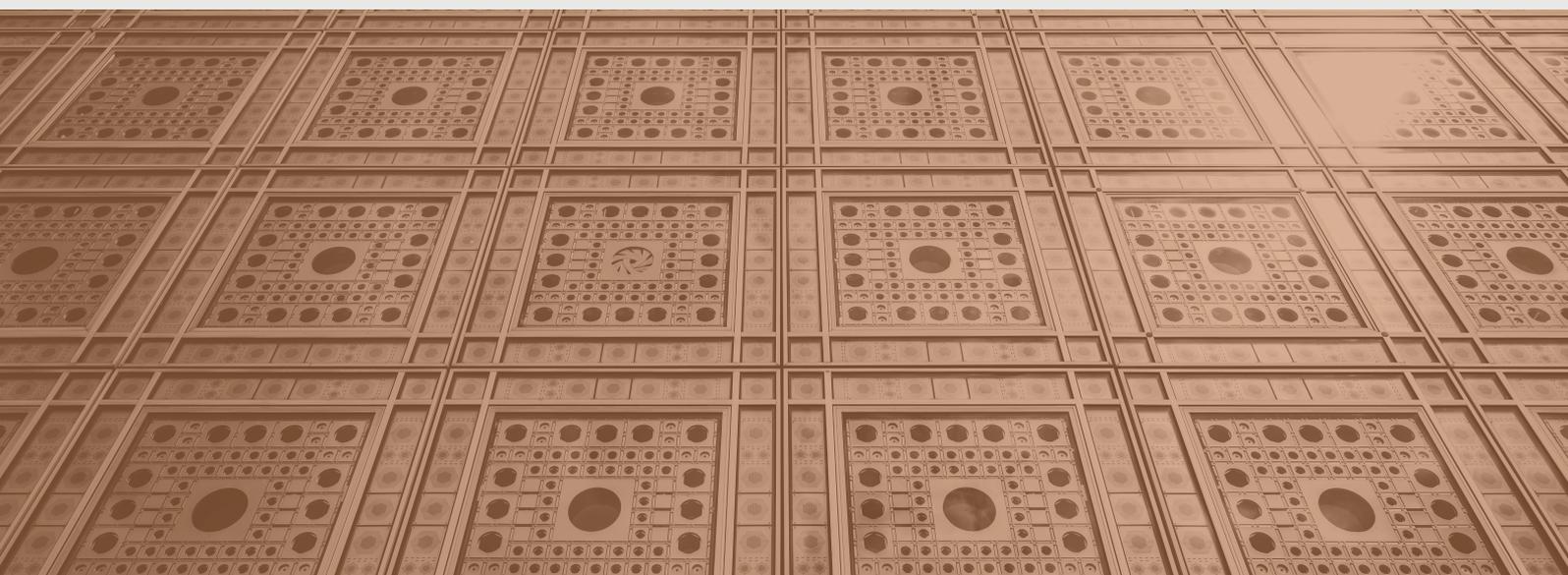


## OBSERVATOIRE du Maghreb

# L'ESPAGNE, FUTUR ÉPICENTRE DU SÉISME DIPLOMATIQUE AU MAGHREB ?

**Amine Bouhassane** / Président du *think tank*  
Initiatives pour la Communauté économique du Maghreb (ICEM)

Juillet 2023



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Amine Bouhassane** / Président du *think tank* Initiatives pour la Communauté économique du Maghreb (ICEM)

Amine Bouhassane est le président de l'ICEM. Il occupe le poste de directeur des ressources humaines au sein de HEYME à Casablanca et participe activement au sein de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.

---



PROGRAMME  
**MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

En sismologie comme en diplomatie, le plus grand défi est d'anticiper les secousses et de prévenir les habitants des dégâts à venir comme dans la zone sensible du détroit de Gibraltar, située entre les deux plaques tectoniques européenne et africaine. Cependant, les scientifiques demeurent encore impuissants face aux soubresauts de la nature.

## QU'EN EST-IL D'UN POINT DE VUE GÉOPOLITIQUE ?

Depuis les dernières élections régionales en Espagne, le sismographe des diplomates, entrepreneurs et acteurs de la société civile du Maghreb est en effervescence. En effet, la victoire du parti populaire espagnol aux élections municipales et régionales en mai dernier a poussé le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez à annoncer des élections législatives anticipées le 23 juillet 2023, initialement prévues en décembre 2023. Depuis, l'onde de choc de l'élection préoccupe les spécialistes du Maghreb qui imaginent déjà les futures séquelles du glissement à droite de la diplomatie espagnole.

Si la dynamique de l'opposition se confirme, la diplomatie espagnole effectuera-t-elle un rétropédalage après l'élan historique donné au plan d'autonomie du Sahara par Pedro Sánchez en mars 2022 ? Le nouveau gouvernement stoppera-t-il l'hémorragie au niveau économique entre l'Algérie et l'Espagne ?

## CONFIGURATIONS POLITIQUES EN ESPAGNE

Avant de mettre en exergue les relations fortes et historiques entre l'Espagne et ses voisins du Sud, il convient de souligner que l'Espagne est une monarchie constitutionnelle, où le roi ne gouverne pas, mais représente l'unité du pays, divisé en 17 régions autonomes et 50 provinces.

La Constitution de 1978 a établi le système politique bicaméral appelé *Cortes Generales*, comprenant le Congrès des députés (Chambre basse) et le Sénat (Chambre haute). Ces institutions incarnent le pouvoir législatif, mais aussi le vote du budget de l'État et le contrôle de l'action du gouvernement.

L'Espagne avait connu une période agitée ces dernières années,<sup>1</sup> mais la particularité de l'année 2023 repose sur sa double échéance : régionale et législative.

---

<sup>1</sup> On se souvient encore du départ humiliant de l'ex-Premier ministre Mariano Rajoy de la Primature à la suite d'une motion de censure en 2018.

Outre les assemblées de 12 des 17 régions autonomes, les élections du mois de mai appelaient les 35,5 millions d'électeurs des 8 131 municipalités du pays. Les résultats des élections municipales et régionales ont ébranlé le gouvernement du parti socialiste ouvrier espagnol PSOE. Le chef de l'opposition, Alberto Núñez Feijóo, a annoncé « un nouveau cycle politique » après la victoire de son parti populaire (PP) dans six des dix régions disputées, ainsi que dans d'importantes mairies.

Autre surprise, la consolidation des performances de l'extrême droite incarnée par Vox et dirigée par Santiago Abascal. Vox confirme ainsi son statut de troisième force politique du pays en obtenant deux fois plus de voix qu'aux élections précédentes.

## **COMMENT EXPLIQUER CE REVIREMENT POLITIQUE INATTENDU DONT LES CONSÉQUENCES DIPLOMATIQUES AVEC LE MAROC ET L'ALGÉRIE INQUIÈTENT LES SPÉCIALISTES DE LA RÉGION ?**

Le gouvernement de Pedro Sánchez pouvait pourtant s'appuyer sur de bons chiffres économiques : ralentissement de l'inflation, réduction voire suppression de la TVA, augmentation de 8 % du salaire minimum malgré l'opposition du patronat.

Ces réformes populaires n'ont visiblement pas suffi au PSOE pour redresser la barre dans les sondages, et ce pour de multiples raisons : faible mobilisation de ses militants, écart idéologique avec l'allié d'extrême gauche Podemos, lois controversées sur le consentement sexuel et les lois transgenres, accords contestés avec les nationalistes basques du parti Bildu.

En face, le Parti populaire, qui avait fait de ces élections locales un référendum national sur la politique de Pedro Sánchez, a su tirer profit de la récupération des voix des électeurs du parti de centre droit Ciudadanos.

Quant à l'alliance avec Vox, qui s'était déjà matérialisée en Castille-et-León, elle devrait s'annoncer à l'échelle nationale aussi bien incontournable que délicate.

## QUEL SERAIT L'IMPACT D'UNE VICTOIRE DU PARTI POPULAIRE ESPAGNOL SUR LES RELATIONS AVEC LE MAROC ET L'ALGÉRIE MAGHRÉBINS ?

En cas de victoire des conservateurs, l'un des défis majeurs pour le prochain gouvernement sera de gérer les relations avec le Maroc, en particulier sur le sujet du Sahara.

La position promarocaine de Pedro Sánchez en faveur de l'autonomie du Sahara continue de faire l'objet de critiques acerbes de la part du chef du Parti populaire. Ce dernier n'avait pas hésité à la qualifier d'« humiliation pour l'Espagne ». Le parti Vox de son côté, avait tout simplement affirmé que le soutien espagnol au plan d'autonomie ne concernait que le gouvernement de Pedro Sánchez.

Par conséquent, si le virage à droite du futur gouvernement espagnol se confirme le 23 juillet 2023, un retour à une neutralité, alignée sur les préconisations de l'ONU est à craindre du côté de Rabat d'autant plus que l'idée d'un scénario à l'américaine où la décision du gouvernement précédent serait maintenue sans être clairement affirmée, s'éloigne au fur et à mesure que la campagne législative espagnole s'intensifie. Pour preuve, lors du récent débat du 10 juillet à couteaux tirés entre les chefs des deux principaux partis en lutte pour le pouvoir, Alberto Núñez Feijóo avait annoncé sa volonté de revenir à « l'équilibre entre l'Algérie, le peuple sahraoui, le Maroc et l'Espagne » tout en regrettant le manque de transparence de la politique internationale menée par son rival, Pedro Sánchez.

Enfin, l'émergence du nouveau parti d'extrême gauche Sumar qui réunit 14% des intentions de vote accentue la pression sur Rabat. Sa fondatrice Yolanda Díaz avait déclaré au lendemain de l'annonce historique de Pedro Sánchez en mars 2022 que « toute solution au conflit devait passer par le respect et la volonté démocratique » des Sahraouis.

Le sujet du Sahara semble être ainsi l'épicentre des secousses diplomatiques de ces dernières années. Cela s'était notamment traduit par l'escalade des tensions entre Rabat et le Front Polisario, et entre Rabat et Alger allant jusqu'à la rupture diplomatique en août 2021.

Cette même année 2021 avait été le théâtre d'une brouille diplomatique majeure entre Madrid et Rabat en raison de l'accueil en Espagne pour des raisons médicales, du chef du Front Polisario, Brahim Ghali. En avril 2021, les autorités espagnoles de Ceuta avaient assisté impuissantes à l'arrivée massive de milliers de migrants marocains et subsahariens. Au même moment, l'ambassadrice marocaine était rappelée à Rabat pour consultation. La tension avait diminué au lendemain du limogeage de la ministre des Affaires étrangères en juillet 2021,

Mme Arancha González Laya, remplacée par José Manuel Albares Bueno qui d'emblée rappelait l'importance des relations stratégiques entre l'Espagne et le Maroc.

Et c'est bien évidemment la déclaration historique de soutien au plan d'autonomie en mars 2022 de Pedro Sánchez qui est venue sceller ces différentes étapes de rapprochement diplomatique.

## L'ÉLECTION LÉGISLATIVE SEMBLE PLACER LE MAROC COMME UN SUJET DE POLITIQUE INTÉRIEURE

Les sujets liés au Maroc dominant l'agenda politique du palais de la Moncloa, notamment l'immigration, les accords de pêche et les enclaves de Ceuta et Melilla.

Conscient de sa force grandissante après notamment les accords d'Abraham et du soutien des États-Unis, de nombreuses voix s'élèvent au Maroc pour lancer des représailles en cas de rétropédalage qu'effectuerait le nouveau gouvernement, amplifiant ainsi les secousses sismiques dans le paysage diplomatique.

La présidence par l'Espagne du Conseil de l'Union européenne dès le 1<sup>er</sup> juillet 2023 donnera très certainement un caractère européen à la crise qui menace le bassin méditerranéen occidental.

D'un point de vue commercial, la dynamique semble alignée aux directives diplomatiques. Ainsi, le rapprochement entre le Maroc et l'Espagne se matérialise économiquement : le Maroc est le premier client africain de l'Espagne et deuxième client mondial en dehors de l'Union européenne. En retour, l'Espagne est le principal client et partenaire commercial du Maroc, avec des échanges commerciaux atteignant un niveau historique dépassant les 20 milliards d'euros en 2022.

La présence de 1000 entreprises espagnoles implantées au Maroc, dont 14 des 35 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Madrid, souligne la force économique de cette relation. Les rencontres ministérielles et professionnelles se sont multipliées ces derniers mois.

Inversement, les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne sont pratiquement interrompus. Plus de 650 entreprises espagnoles accusent un manque à gagner total estimé à 1,4 milliard d'euros. En un an, les exportations espagnoles vers l'Algérie ont chuté de 80% pour atteindre un montant dérisoire de 213 millions de dollars.

Le patronat espagnol avait dénoncé auprès du parlement européen ce qu'il qualifie de représailles illégales. Sans sourciller, l'Algérie avait suspendu, le 8 juin 2022, un « traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération » conclu avec Madrid en 2002. Puis, pendant plusieurs semaines, une note interne à l'agence bancaire avait suspendu pendant plusieurs semaines les domiciliations bancaires, indispensables pour toute opération d'import-export.

L'arrivée au pouvoir des conservateurs pourrait marquer la reprise des relations diplomatiques et économiques entre Alger et Madrid dont le symbole fort serait le retour à ses fonctions de l'ambassadeur d'Algérie.

Cette dynamique entre l'Espagne, le Maroc et l'Algérie, où se succèdent des périodes de tension, d'accalmie, de vrombissement, rappelle le mouvement des plaques tectoniques en sismologie, où des forces divergentes et convergentes créent des secousses diplomatiques qui façonnent le paysage géopolitique de la région.

## CONCLUSION

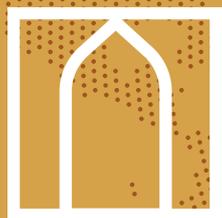
Par conséquent, le prochain gouvernement espagnol devra faire face au défi de maintenir des relations apaisées avec ses voisins d'Afrique du Nord. Si les sondages se confirment, la droite devrait remporter les élections législatives du 23 juillet, mettant en suspens la fin de l'alignement officiel de l'Espagne sur le plan d'autonomie proposé par Rabat et menaçant la dynamique économique entre les deux royaumes.

Il serait temps que l'Union européenne, sous la présidence espagnole, sorte de son immobilisme et prenne ses responsabilités dans la promotion de la stabilité en Afrique du Nord et facilite un apaisement des relations entre le Maroc et l'Algérie dont les intérêts communs sont exponentiels et bénéfiques pour tout le bassin méditerranéen.

L'Europe avait pu voir le jour grâce à l'impulsion américaine dans un contexte de reconstruction d'après-guerre et de lutte contre le communisme. À quand un leadership européen qui promeut une union maghrébine dans un contexte de conflits dévastateurs en Libye et au Sahel, de menaces migratoires et de catastrophes humanitaire et climatique ?

À moins qu'un nouvel acteur ne se positionne, la Chine endosse cette mission « impossible » de réconcilier les deux plus grands pays du Maghreb au lendemain de son exploit diplomatique au golfe Arabo-Persique.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.